



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général

Direction de la réglementation et de la citoyenneté

Bureau de la réglementation générale
et de la circulation routière

**Arrêté préfectoral fixant la liste des supports habilités à recevoir
des annonces légales pour 2026 dans le département du Nord**

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
préfet de la région Hauts-de-France
préfet du Nord
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'ordre national du Mérite

Vu la loi n°55-4 du 4 janvier 1955 modifiée concernant les annonces judiciaires et légales,

Vu la loi n°2015-433 du 17 avril 2015 portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse,

Vu le décret n°55-1650 du 17 décembre 1955 modifié relatif aux annonces judiciaires et légales,

Vu le décret n°2012-1547 du 28 décembre 2012 relatif à l'insertion des annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce dans une base de données numérique centrale,

Vu le décret n°2019-1216 du 21 novembre 2019 modifié relatif aux annonces judiciaires et légales,

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 13 novembre 2024 nommant monsieur Pierre MOLAGER, secrétaire général de la préfecture du Nord, sous-préfet de LILLE ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2012 modifié du ministre de la culture et du ministre de l'économie et des finances relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales,

Vu les éléments transmis par les responsables de chaque support de presse,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est fixée comme suit, pour l'année 2026, la liste des supports habilités à recevoir des annonces légales prescrites par les lois et décrets, pour la publicité et la validité des actes, des procédures ou des contrats, dans l'ensemble du département du Nord :

1° Au titre des publications de presse :

- **La Voix du Nord** – 8 place du Général de Gaulle – CS 10549 - 59023 LILLE CEDEX,
- **Nord Éclair** – 8 place du Général de Gaulle – CS 10549 - 59023 LILLE CEDEX,
- **La Croix du Nord** – 15 avenue Prat Gimont – CS 63325 – 31133 BALMA CEDEX ,
- **L'Indicateur des Flandres** – 91 boulevard Jacquard – 62100 CALAIS,
- **L'Observateur de l'Avesnois** – 1 rue Robert Bichet – 59440 AVESNELLES,
- **L'Observateur du Cambrésis** – 1 rue Robert Bichet - 59440 AVESNELLES,
- **Terres et Territoires** – 64 Boulevard de la Liberté - BP 643 – 59024 LILLE CEDEX,
- **La Sambre La frontière** – 1 rue Robert Bichet – 59440 AVESNELLES.

2° Au titre des services de presse en ligne :

- **20minutes.fr**
- **actu.fr**
- **bfmtv.com**
- **lagazettefrance.fr**
- **lanouvellerepublique.fr**
- **lavoixdunord.fr**
- **lefigaro.fr**
- **lemonde.fr**
- **lemoniteur.fr**
- **liberation.fr**
- **lobservateur.fr**
- **nordlittoral.fr**
- **ouest-france.fr**
- **latribune.fr**
- **terres-et-territoires.com**

Article 2 : Les supports habilités à recevoir des annonces légales figurant dans la liste fixée à l'article 1^{er} du présent arrêté s'engagent à publier les annonces judiciaires et légales conformément aux dispositions prévues par la loi n°55-4 du 4 janvier 1955 susvisée et ses textes d'application.

Cet engagement comprend en particulier :

- le respect des prix fixés par l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales ;
- le respect des règles de présentation des annonces fixées par l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales ;
- la mise en ligne sur la base de données ACTULEGALES gérée par l'Association de la Presse pour la Transparence Économique (APTE), association agréée par l'État pour la mise en ligne des annonces « vie des sociétés » dans une base numérique centrale.

Article 3 : Toute infraction aux dispositions de la loi n°55-4 du 4 janvier 1955 précitée et à celles des arrêtés pris pour son application est punie d'une amende de 9 000 euros.

Le préfet peut prononcer la radiation de la liste pour une période de trois à douze mois.
En cas de récidive, la radiation de la liste pourra être définitive.

Article 4 : Indépendamment des recours administratifs (gracieux ou hiérarchique) susceptibles d'être exercés, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lille (adresse postale : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire -CS 62039- 59014 Lille Cedex).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télerecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au ministre de l'intérieur, au ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, à la ministre de la culture et au procureur général près la cour d'appel de Douai. Les directeurs des publications de presse et services de presse en ligne intéressés en recevront une notification.

23 DEC. 2025

Fait à Lille, le



Bertrand GAUME

